



ARCHAMBAULT CONSEIL



3, rue de l'Hôtel de Ville

BP 170 et 171

02603 Villers-Cotterêts Cedex

Dossier de Déclaration d'Utilité Publique Périmètres de protection du forage F3 situé à VILLERS-COTTERETS

PIECE N° 2 Délibération du Conseil Municipal

15DAR058

ETUDES ET EXPERTISES : EAU & ENVIRONNEMENT

SIEGE & AGENCE SUD EST : ZA du Charpenay - 16 rue de l'Aqueduc - 69210 LENTILLY - Tél : 04 78 48 83 83 - Fax : 04 72 38 03 56

AGENCE NORD EST IDF : 3 av. du Général Gallieni - 92000 Nanterre - Tél : 01 55 90 16 68 - Fax : 04 72 38 03 56

AGENCE CENTRE OUEST : 175 rue Morandière - 37260 Monts - Tél : 02 47 26 98 31 - Fax : 04 72 38 03 56

ARCHAMBAULT CONSEIL - SAS Capital 500 000 € - SIRET 32875112800054 - APE 7112B

www.archambault-conseil.fr

DEPARTEMENT
DE L'AISNE

ARRONDISSEMENT
DE SOISSONS

CANTON DE
VILLERS-
COTTERÊTS

PERCEPTION DE
VILLERS-
COTTERETS

OBJET :

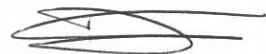
**Protection des points
de prélèvement d'eau
destinés à la
consommation
humaine**

**Autorisation
d'utiliser l'eau pour
la consommation
humaine**

VOTE :

Adoptée à l'unanimité

Affiché le 01/04/2016
L'Agent délégué :



Certifié exécutoire, le
01/04/2016

Pour le Maire,
l'Adjoint délégué.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

31/2016

Extrait du Registre des Délibérations

DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE VILLERS-COTTERETS

L'an deux mille seize, le 30 mars à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Villers-Cotterêts s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Franck Briffaut, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie, conformément à la loi.

Etaient présents :

Franck Briffaut, Jacques Didier, Dominique Cantot, Evelyne Althoffer Di Tullio, Gaëlle Lefèvre, Carole Goffart, Gérard Jährling, Robert Hiraux, Damien Jaureguy (à partir de la délibération n°29), Jean-Jacques Clin, Valérie Pietre, Johnny Gaillard, Michelle Touchard, Emilie Vasseur, Jacky Martin, Jean-Claude Pruski, Patricia Caron, Norbert Poirier, Valérie Breton, Jean-Claude Gervais, Josiane Gaulon, Michel Laviolette, Danièle Fontaine.
Représentés : Jocelyn Dessigny, Maria Teresa Dos Santos Ferreira, Damien Jaureguy (jusqu'à la délibération n° 28 incluse), Claude Allart, Aurélie Rouvillé, Laurence Haution, Pascal Clément, Michel Pestel, Georges Escalié, Jean-Claude Pierre. Absent : Jérôme Grumelart. Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Secrétaire : Gaëlle Lefèvre.

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique prescrit l'établissement, autour des points de prélèvement d'eau, existants ou à créer, destinés à la consommation humaine, de trois périmètres de protection (immédiate, rapprochée, éloignée) à l'intérieur desquels sont interdits ou réglementés les activités pouvant nuire à la qualité des eaux.

Ces périmètres sont institués au vu du rapport de l'hydrogéologue agréé, par l'acte déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux qui doit être pris. Cet acte permet par ailleurs de délivrer l'autorisation d'utiliser l'eau à des fins de consommation humaine, en application du Code de la Santé Publique et l'autorisation de dérivation des eaux souterraines au regard du Code de l'Environnement.

Monsieur le Maire indique au conseil municipal que la procédure en elle-même comprend 3 phases :

Accusé de réception en préfecture
002-210207833-20160330-D31-2016-DE
Date de télétransmission : 01/04/2016
Date de réception préfecture : 01/04/2016

- une expertise de l'ouvrage et de son environnement destinée à évaluer les difficultés éventuelles pour la mise en place des périmètres; à l'issue de cette étude, le conseil municipal, peut le cas échéant, se prononcer sur la suite à donner au dossier après concertation avec le service instructeur de la procédure
- une phase administrative (de la délibération à la notification des servitudes) ;
- une phase de mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral instituant les périmètres de protection.

Il en résulte un coût financier comprenant les frais d'expertises hydrogéologiques, de dossier, d'enquête publique, des éventuels travaux de mise en conformité définis dans les prescriptions des périmètres de protection que la collectivité aura à exécuter après la publication de l'arrêté préfectoral relatif à la protection du captage et à la distribution de l'eau pour la consommation humaine, pouvant être subventionné en partie par l'Agence de l'Eau. Le restant est à la charge de la collectivité.

La collectivité assurera la maîtrise d'ouvrage desdits travaux (acquisition du périmètre immédiat, mise en place d'une clôture, procédé de traitement de l'eau si nécessaire, indemnités éventuelles...). Les opérations correspondantes pouvant être subventionnées par l'Agence de l'Eau.

Vu les captages d'eau existant (forage F3) et en cours (forage F4) pour lesquels il est nécessaire de mettre en place les mesures de protection afin de préserver de toutes contaminations ponctuelles ou accidentelles ces ouvrages de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

Vu l'avis de la commission travaux émis en sa séance du 22 mars 2016,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux alimentant le réseau de distribution, l'autorisation d'utiliser cette eau à des fins de consommation humaine et la mise en place des périmètres de protection, après une expertise préalable ;
- S'ENGAGE à acquérir et faire clôturer le périmètre immédiat, réaliser les travaux qui lui incombent prescrits à l'intérieur des périmètres de protection et indemniser, le cas échéant, les personnes physiques ou morales de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation et la protection des eaux ;
- S'ENGAGE à mettre en place les traitements nécessaires pour distribuer une eau conforme aux normes exigées pour les eaux destinées à la consommation humaine

- AUTORISE le Maire à signer au nom et pour le compte de la commune, l'ensemble des pièces relatives à la procédure d'instauration des périmètres de protection des captages d'eau potable.

- S'ENGAGE à assurer la maîtrise d'ouvrage de l'étude préalable et de la phase administrative

- S'ENGAGE à régler, sans délai, les frais inhérent à la procédure (indemnités dues à l'hydrogéologue agréé, au commissaire enquêteur, frais de parution articles de presse, coût des notifications, etc...)

CHARGE et DELEGUE Monsieur le Maire ou son représentant, aux fins d'exécution de la présente.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :

En Mairie, le 31 mars 2016

Le Maire,

